



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/18122024/16

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024139-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

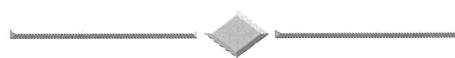
Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024139-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

16 RÈGLEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DE LA VILLE ET DU C. DE ROUEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Le règlement concernant les frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen, mis en conformité avec les dernières modifications réglementaires relatives aux déplacements professionnels et aux déplacements liés à la formation, a été adopté au Conseil Municipal du 11 avril 2024.

Afin que les agents soient remboursés à hauteur des frais engagés dans le cadre d'une formation obligatoire en dehors de la résidence administrative, une modification est proposée.

En effet, il est prévu que le déplacement pour suivre une formation soit pris en charge par la collectivité lorsque l'organisme de formation ne le fait pas.

Il est proposé d'ajouter que, par exception, lorsque l'organisme de formation prend en charge les frais d'essence, la collectivité prend en charge les coûts de péage supportés par l'agent lorsque cela est justifié par la réunion des critères suivants :

- le moyen de transport le plus adapté au déplacement est le véhicule personnel de l'agent en raison d'absence d'alternative de transport en commun adapté
- formation à caractère obligatoire et se déroulant à minima sur 3 semaines

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à adopter le nouveau règlement des frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et joint en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU l'Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU l'Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU les Articles R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024139-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 11 avril 2024 relative au règlement des frais de déplacement de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen,

VU le Règlement annexé,

CONSIDÉRANT que la politique des Ressources Humaines de la Ville est favorable au développement des compétences et au soutien de modes de déplacement éco-responsable,

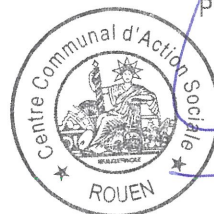
CONSIDÉRANT qu'il convient d'assouplir les conditions de remboursement et de revaloriser les plafonds des indemnités de déplacement des agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que le Comité Social Territorial du 18 octobre 2024 a émis un avis favorable à l'unanimité.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- 1.- Abroge le précédent règlement des frais de déplacement adopté par la délibération 10-41 du Conseil Municipal adoptée le 11 avril 2024 sur les frais de déplacement des agents de la Ville et C.C.A.S. de Rouen,
- 2.- Adopte le nouveau règlement des frais de déplacement de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen joint en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.